

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.
Séance du 8 juillet 2026

Le huit juillet deux mille vingt-six, à vingt heures, les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale se sont réunis, au lieu ordinaire des séances au 56, rue Gabriel Lainé à Jouy-le-Moutier, sous la présidence de Monsieur Hervé FLORCZAK, Président du C.C.A.S. et Madame Siham TOUAZI, Vice-Présidente du C.C.A.S., dûment convoqués.

Présents :

Mesdames Siham TOUAZI, Audrey NAKACHE, Katia LECURIEUX-CLERVILLE, Monique LORILLON, Danielle FAIT, Souad RIHANE (remplaçante nommée), Sabrina VALADE.
Messieurs Hervé FLORCZAK et Samir KEMEL.

Absents excusés :

Mesdames Saphia BERRY, Annick BATTUNG (*pouvoir donné à M. KEMEL*) et Michèle DUSSAUSOY-TAICLET.
Monsieur Daniel BATTUNG (*pouvoir donné à Mme LECURIEUX-CLERVILLE*).

Date de convocation du Conseil d'Administration : 2 juillet 2026

Date d'affichage de la liste des délibérations : 17 juillet 2026

Secrétaire de séance : Audrey NAKACHE

08/07/2026 - n°2 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ANNEE 2025

VU les articles L.2121-31 et L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes desquels l'arrêté des comptes annuels est constitué par le vote du compte administratif présenté par le Président et après production du compte de gestion par le comptable,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU le compte de gestion de l'exercice 2025 dressé par le comptable,

VU le Compte Administratif 2025 joint en annexe de la présente,

VU l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le Président se retire au moment du vote du compte administratif après sa discussion,

Elaboré par l'ordonnateur (Maire-Président du C.C.A.S.), le compte administratif doit correspondre au compte de gestion établi parallèlement par le comptable de la collectivité.

Ce document retrace la situation budgétaire en comparant les prévisions et les réalisations de manière à ce que l'assemblée délibérante puisse exercer son contrôle sur l'autorité exécutive.

Il constitue l'arrêté des comptes du C.C.A.S. à la clôture de l'exercice budgétaire : il permet de déterminer le résultat de la section de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement et les restes à réaliser de la section d'investissement en recettes et en dépenses qui seront reportés au budget de l'exercice suivant.

095-269500690-20260708-DEL_2_8072026-DE
Date de réception préfecture : 25/09/2026

L'exécution du budget primitif et des décisions modificatives éventuelles de l'exercice 2025, corrigé du solde d'exécution de l'année 2024, fait apparaître les résultats présentés ci-dessous, résultats qui sont conformes en tous points à ceux indiqués dans le compte de gestion qui est également soumis aux membres du Conseil d'administration.

Présentation du compte administratif 2025				
		Investissement	Fonctionnement	Total sections
Réalizations de l'exercice (Mandats et titres)	Recettes	13 661,03	272 500,00	286 161,03
	Dépenses	27 791,65	291 488,24	319 279,89
Résultat exercice 2025		-14 130,62	-18 988,24	-33 118,86
Reports des résultats 2024	Recettes	22 768,96	90 549,20	113 318,16
	Dépenses	0,00	0,00	0,00
Résultat de clôture (A)		8 638,34	71 560,96	80 199,30
Restes à réaliser 2025 (B)	Recettes	0,00	0,00	0,00
	Dépenses	7 692,60	0,00	7 692,60
Résultat cumulé	Recettes	36 429,99	363 049,20	399 479,19
	Dépenses	35 484,25	291 488,24	326 972,49
Total (A+B)		945,74	71 560,96	72 506,70

Sur la présentation faite par Madame Siham TOUAZI,

Après en avoir délibéré,
Le Conseil d'Administration, à l'unanimité, des membres présents et représentés,
exception faite du Président du C.C.A.S qui ne peut participer au vote de son bilan,

- **APPROUVE** la comptabilité tenue par l'ordonnateur pour l'exercice 2025 (document complet annexé).

Nombre de membres en exercice : 13
Nombre de présents : 8
Nombre de votants (y compris pouvoir) : 10
- « Pour » : 10 voix
- « Contre » : 0 voix
- « Abstention » : 0 voix

La Vice-Présidente du C.C.A.S,

Siham TOUAZI



Fait et délibéré le 8 juillet 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
095-269500690-20260708-DEL 2_8072026-DE
Date de réception en préfecture 09/07/2026